

Nouveau billet sur le blog [L'école des réac-publicains](#) : décryptage d'une association et d'une école qui font beaucoup parler d'elles.

Comment lutter, et pas seulement dans les urnes, contre la montée du FN ? L'hebdo Le « 1 » (au demeurant plutôt sympathique) du 9 décembre 2015 (n° 86) s'est posé cette salutaire question... Mais, en dépliant le journal, on tombe sur un éloge appuyé à la fondation Espérance banlieues, très médiatique - et très lisse ! - vitrine d'un réseau traditionaliste et ultra-libérale, celui de la fondation pour l'École et de ses inspirateurs. Un réseau qui entend en finir avec le service public d'éducation au nom de la foi et/ou du libéralisme le plus radical...

L'occasion de nous replonger dans les ouvrages d'Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi (*Main basse sur l'école publique*, Demopolis, 2008 et *La République contre son école*, Demopolis, 2011) pour explorer « l'histoire de cette sainte alliance des libéraux défenseurs d'une école marchande et des traditionalistes rêvant de voir les Églises retrouver le monopole, perdu depuis plus d'un siècle, de la formation des esprits en France. [[E. Khaldi et M. Fitoussi, *Main basse sur l'école publique*, Demosophie, p. 5.]] » Une alliance qui s'inspire « directement de la lettre et de l'esprit du programme défendu en matière d'éducation par par le Front national et certains de ses *think tanks*, tel le Club de l'Horloge, mais aussi plusieurs associations catholiques intégristes, dont quelques-unes sont réputées, à juste titre, proches de l'Opus Dei. [[E. Khaldi et M. Fitoussi, *Op. cit.*, p. 5.]] »

[rouge]

La très médiatique vitrine d'un puissant lobby[/rouge]

Derrière la fondation Espérance banlieues et son expérience pilote (l'école Alexandre-Dumas à Montfermeil), se déploie une formidable machine médiatique à engranger les reportages à la télé (TF1 dans le « 7 à 8 » et dans différents JT, « Vivement dimanche » sur France 2, le JT de France 3, Le Grand journal de Canal +, Capital sur M6, BFM TV, LCI, etc.), à la radio (Europe 1, France Inter, France Culture, RFI, France Bleue, Radio Classique, RMC, etc.) ou dans la presse écrite (*Le Figaro*, *Les Échos*, *Fémina*, *Le Parisien*, *Paris Match*, *L'Obs*, *L'Express*, et donc, maintenant, « *Le 1* »).

Un survol de la page « revue de presse » du site de la fondation[[<http://esperancebanlieues.org/espace-presse>]] permet cependant d'y remarquer la prépondérance des médias catholiques (*La Vie*, *Familles Chrétiennes*, Radio Vatican) mais aussi néo-libéraux tendance réactionnaires (*Atlantico*, *L'Opinion*, *Contrepoints*, *Valeurs actuelles* - et même le site « Crazy bourse » !) ou des milieux patronaux ("L'Institut de l'Entreprise et ses adhérents peuvent lui apporter un accompagnement déterminant qui lui permettrait de franchir un cap de développement stratégique au service de l'éducation dans les quartiers défavorisés" peut-on lire sur le site de l'Institut de l'entreprise). Elle passe en revanche sous silence des relais moins *maintsream* et plus ouvertement situés à la droite de la droite tels Radio Courtoisie, SOS Éducation, Boulevard Voltaire, Le Salon beige... sans parler des différents blogs et sites de la « réacosphère », où l'on encense l'expérience de Montfermeil, parfois en invitant ses promoteurs. Notons, parmi d'autres, l'entretien qu'Éric Mestrallet, le fondateur d'Espérance banlieues a accordé à la très traditionaliste revue *L'Homme nouveau* le 15 avril 2015.

L'école et sa fondation apparaissent comme la vitrine savamment agencée par des experts en marketing d'un courant structuré qui entend en finir avec le service public d'éducation et développer en France un réseau d'établissements scolaires hors-contrat.

Comme toute vitrine, elle exhibe sa meilleure marchandise pour attirer le chaland mais prend soin

de laisser l'arrière-boutique - et ses fournisseurs - dans l'ombre. Le discours est calibré, propre à susciter la sympathie et surtout l'adhésion (car il s'agit d'abord et avant tout de collecter le maximum de fonds).

Pour décrypter ce projet nous nous sommes appuyés non seulement sur le site Espérance banlieues - <http://www.esperancebanlieues.org> - mais aussi sur son « manifeste » officiel *Espérance banlieues*, co-signé par Harry Roselmack et Éric Mestrallet (éditions du Rocher, 2015). Ce qui n'était au départ qu'une simple vérification sur le net des origines d'Espérance banlieues s'est très vite transformé en une vertigineuse plongée dans la nébuleuse réactionnaire... C'est donc une enquête en plusieurs parties qui nous permettra de dresser le portrait de cette école et de la fondation qui la finance...

[rouge]Les banlieues comme terre de mission et laboratoire de déréglementation...[/rouge]

L'une des newsletters que la fondation diffuse à ses nombreux contacts titrait en mars 2014 « Avec Harry Roselmack (journaliste de TF1 et parrain de la fondation, Ndlr), arrachez les enfants des banlieues à l'abandon scolaire »... et se concluait par l'incontournable appel aux dons. C'est en effet depuis ces territoires « perdus » que le mouvement entend mener sa croisade contre l'école publique.

« Espérance banlieues » ne sort pas de nul part... l'expérience est mise en lumière après une longue séquence - sous la présidence Sarkozy - où des réseaux héritiers des « Créateurs d'école » [[C'est à cette mouvance et à cette nébuleuse qu'Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi ont consacré leur enquête. Le 11 mars 1993, *Le Monde* se fait l'écho de la naissance de « Créateurs d'école » « boîte à idées » lancée par Philippe Nemo et Guy Bourgeois pour « libérer l'initiative et instaurer, enfin, un véritable "pluralisme" dans l'Éducation nationale. » pour préparer le retour de la droite au pouvoir. 176 hauts fonctionnaires du service public de l'Éducation nationale y adhèrent. François Bayrou puis Xavier Darcos s'attacheront les services de son leader Guy Bourgeois.]] (« *Ultraconservateurs, partisans d'un retour aux valeurs des lycées classiques de garçons, libéraux raisonnables qui cherchent une troisième voie entre le statu quo et une décentralisation sauvage, partisans du "Chèque éducation" et nostalgiques des bons vieux internats catholiques, on trouve tout chez les Créateurs d'école* [[11 mars 1993.]]», précise le journal *Le Monde*) sont parvenus à faire adopter une partie des mesures qu'ils défendaient depuis bien longtemps : suppression de la carte scolaire, disparition des IUFM, nouveaux programmes (retour de la syllabique, de la grammaire traditionnelle, etc.), évaluations nationales (avec l'intention de mettre en concurrence les établissements), suppression de postes, mise en place d'un service minimum en cas de grève, multiplication des partenariats publics privés, etc. [[Ces mesures et leur origine idéologiques sont développées dans l'ouvrage d'Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi.]] Autant de décisions que certains « espèrent » à présent pousser encore plus loin.

[rouge]D'Espoir banlieues à Espérance banlieues

[/rouge]

Mais, la première chose qui retient l'attention, c'est le choix du nom de la fondation « Espérance banlieues », comme une drôle de petite musique...

Ce nom de baptême n'est pas anodin. On peut y lire une référence au titre de l'ouvrage co-écrit par Nicolas Sarkozy (*La République, les religions, l'espérance*, 2004) où celui-ci notait que « *Le besoin spirituel, l'espérance ne sont pas satisfaits par l'idéal républicain* » reprenant ainsi, presque mot

pour mot, les idées développées par le co-signataire du livre, Thibaud Collin, membre de la Fondation de service politique, « laboratoire d'idées » réputé proche de l'Opus Dei et financièrement soutenu par le Vatican et dont les liens avec les réseaux dont nous allons parler son réels...Ainsi, il a été recruté par l'association SOS Éducation pour son « institut de recherche » (l'IRE) tout comme David Mascré, devenu depuis responsable du pôle « Éducation et culture » de FN et membre du bureau politique de ce parti depuis 2011.

Mais plus certainement, la formule retenue reprend les lignes directrices de la lettre de mission du Président Sarkozy à son ministre Xavier Darcos dès le mois de juillet 2007 : « *vous ne dissuaderez pas les établissements privés de s'installer dans des quartiers en difficulté et, au contraire, vous soutiendrez, lorsqu'ils existent, de tels projets d'installation...* ». Idée concrétisée le 14 février 2008 lorsque que Xavier Darcos et Fadela Amara, secrétaire d'État en charge de la Politique de la ville présentent le volet « Éducation » du plan banlieue : « *Alors que l'enseignement privé a fait la preuve de sa capacité à accueillir des publics très divers, y compris des élèves en difficultés, et à leur proposer une pédagogie et un encadrement leur permettant de renouer avec la réussite scolaire, leur savoir-faire reste trop souvent aux portes de la banlieue parce que nous refusons de leur donner les moyens permettant de répondre à la demande. [...] Je me fixe un premier objectif pour la rentrée 2008, la création de 50 nouvelles classes de l'enseignement privée dans les banlieues. [[E. Khaldi et M. Fitoussi, Op. cit., p. 72.]]*»

Le nom officiel de ce plan ? « Espoir banlieues ».

Non seulement « Espérance banlieue » entend participer et profiter de cette dynamique mais, tout comme le pouvoir d'alors, elle a surtout compris que les « banlieues » pouvaient être un laboratoire pour les expérimentations les plus radicales et dépasser le soutien gouvernemental aux seuls établissements « sous contrats » : « La situation dans certaines banlieues de la République est telle qu'elle ne peut que pousser l'État à innover, à oser essayer ce qu'il n'avait pas osé jusque-là » se réjouit Éric Mestrallet dans son ouvrage [[Harry Roselmack et Éric Mestrallet, *Espérance banlieues*, éditions du Rocher, 2015, p. 178.]].

[rouge]En coulisses, la très réactionnaire fondation pour l'École[/rouge]

« Créée en 2012, la Fondation Espérance banlieues est une fondation abritée de la Fondation pour l'école, reconnue d'utilité publique par le décret du 18 mars 2008 » nous indique le site. Cette reconnaissance sous le ministère du très catholique Xavier Darcos, particulièrement sensible aux réseaux pro-écoles privées[[Voir E. Khaldi et M. Fitoussi, *Op. cit.*]] avait, à l'époque, été jugée suspecte. Le locataire de la rue de Grenelle, « Darcos, réac et fière de l'être »[[*Le Figaro*, 21 février 2008.]], selon *Le Figaro*, est un proche des réseaux qui ont lancé cette fondation pour l'École (il est lui-même l'un des fondateurs de « Créateurs d'école »).

Mais les liens entre la fondation Espérance banlieue et la fondation pour l'École sont bien plus étroits que ne veut bien le dire le site (quand au livre, il les occultent totalement...). Éric Mestrallet, le fondateur et président d'Espérance banlieues est également co-président de la Fondation pour l'École !

Cette Fondation pour l'École a été lancée en 2007, un an avant sa « reconnaissance » officielle. Elle prolonge l'action de « Créer l'école » (un titre qui rappelle les « Créateurs d'école »), l'association d'Anne Coffinier (présidente de la fondation pour l'École, de sa création jusqu'à mai 2010 et actuellement directrice générale). Cette dernière, de la mouvance tridentine Saint Pie X[[Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, *La République contre son école*, p. 139.]], aime parler école, dans les

convention de l'UMP comme au centre Saint-Paul du très intégriste Institut du Bon-Pasteur (qui organise des conférences sur « Le sort des enfants morts sans baptême » ou sur « Les chrétiens en terre d'islam, actualité d'une persécution ») mais aussi dans des conférences aux cotés de SOS éducation (dont l'association est représentée à la fondation pour l'école par Jean-Noël Dumont).

Quand le réac-publicain Jean-Paul Brighelli lui donne la parole[[« Brighelli - Coffinier : "C'est dans les écoles libres qu'on trouve les meilleures formations" » Publié le 06/02/2015 à 12:58 | Le Point.fr]], elle prêche contre le « catéchisme laïciste et relativiste » et précise que « c'est dans les écoles libres que l'on trouve aujourd'hui les meilleures formations. Il est donc temps, au nom de la justice, de trouver un moyen pour que tous puissent accéder à une école conforme à leurs besoins, quitte à inventer - en plus des écoles publiques, sous contrat ou hors contrat existantes - un nouveau type d'école plus libre dans sa pédagogie et son recrutement mais financée sur fonds public. » Ces écoles « plus libres », hors-contrat, doivent, selon elle, dépasser la « mollesse » des établissements sous-contrat qu'elle présente ainsi « à part la sélection sociale, l'absence de grèves des professeurs et le côté vaguement charitable, assorti d'une petite parenthèse catéchétique, la différence n'est pas colossale [avec le public].[[*Le Nouvel observateur*, 18 au 24 juin 1992.]] »

La mise en place d'une telle fondation, l'extrême-droite en rêvait depuis longtemps : déjà, en 1986, le journal *Minute* sous le titre « École libre : le combat continue » invitait la droite revenue au pouvoir à s'emparer de la question scolaire et appelait surtout de ses vœux la création d' « une fondation d'enseignement » pour aider au développement d'écoles « pouvant choisir librement leur projet éducatif, leurs programmes, leurs équipes, leurs diplômes de fin de scolarité » grâce à la mise en place du « Chèque éducation ». Ni plus ni moins que le programme d'Espérance banlieues !

La fondation pour l'École répond-elle à cette attente ? Elle regroupe en tout cas des écoles Steiner, Montessori, des écoles de la « Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X » et des établissements de divers mouvements évangélistes protestants. Pour Anne Coffinier, il faut œuvrer à une « union sacrée » des réseaux traditionalistes : « Il faut unir nos forces. Nous sommes tous en relation les uns avec les autres : avec le père Bonnet[[Le père Yannick Bonnet dirige l'association Arle (Association rhodanienne pour la liberté d'enseignement), il est l'auteur de *Les 9 Fondamentaux de l'éducation*, où il pourfend le « génocide intellectuel » orchestré par l'Éducation nationale et promeut une nouvelle « trinité » « famille, école, entreprise »]], qui fait d'ailleurs partie du Conseil scientifique de la Fondation pour l'école, l'AES[[Académie d'éducation et d'études sociales qui s'est fait connaître en 2008 en envoyant aux CDI des lycées publics des ouvrages créationnistes teintés d'homophobie (Homme et femme, il les créa).]], l'Oeuvre scolaire Saint-Nicolas[[Créée en 1994, l'Œuvre scolaire Saint-Nicolas a pour objet le soutien aux écoles catholiques libres.

Ce soutien revêt diverses formes telles que l'aide à la fondation de nouvelles écoles primaires ou le conseil en matières juridique (droit du travail), fiscale, pédagogique. Devant la carence d'ouvrages d'Histoire de France fidèles à la réalité des faits et à notre tradition nationale et religieuse, l'Œuvre scolaire Saint-Nicolas a pris l'initiative de faire rédiger puis d'éditer en 2011 un manuel à usage du cours moyen.]], l'OSFS[[Les oblates de Saint François de Sales forment une congrégation féminine catholique de droit pontifical, fondée en 1866.]], la fondation des maristes de Puyata, l'OIDEL[[Organisation internationale pour le développement de la liberté d'enseignement, créée en 1985, cette ONG Suisse défend un programme ultra-libéral. L'État fédéral de Genève affirme que l'OIDEL est une émanation de l'Opus Dei dont nombre des fondateurs sont membres (voir Voir E. Khaldi et M. Fitoussi, *Op. cit.*, p. 157 et suivantes)]] » « l'école devient une aide à la réévangélisation de la société », affirme-t-elle sur Le Forum catholique[[Cité par E. Khaldi et M. Fitoussi, *Op. cit.*, p. 181.]].

Tout ce beau monde s'est retrouvé aux côtés de l'association Enseignement et liberté pour signer, en janvier 2007 une « Lettre ouverte sur l'injustice scolaire » publiée par *Le Figaro*[[10 janvier 2007., la lettre est en ligne sur le site de la fondation pour l'École :

<http://www.fondationpourlecole.org/fr/articles/lettre-ouverte-sur-linjustice-scolaire.html>]].

Enseignement et Liberté n'est rien d'autre qu'une émanation du Club de l'Horloge. Celui-ci, lancé en 1974 par trois hauts fonctionnaires adhérents ou futurs adhérents du FN (Yvan Blot, Jean-Yves le Gallou, Henri de Lesquen, aujourd'hui directeur de Radio Courtoisie), vise l'intégration du FN au sein d'une « alliance de gouvernement » dans une ligne « national-libéral ». Le Club est attentif aux questions éducatives. Maurice Boudot, membre de sa « commission éducation », crée alors, dans le sillage du think tanks d'extrême-droite, cette association Enseignement et Liberté (1983), aussi ultra-réactionnaire qu'ultra-libérale. Depuis 2010, Anne Coffinier est également devenue administratrice de Enseignement et liberté aux côtés de Guy Guermeur, vice-président et membre fondateur de l'OIDEL, cette ONG dénoncée comme proche de l'Opus Dei (Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, *La République contre son école*, Demopolis, p. 55).

Quant à la fondation pour l'École, elle relaie sur son blog officiel « Liberté-scolaire.com » des vidéos enregistrées par ERTV (la « Télé dissidente » d'Égalité et Réconciliation, l'association d'Alain Soral) pour faire connaître les thèses de Farida Belghoul sur la « théorie » du genre, mais aussi de « TV Libertés » où Alain de Benoist et Olivier François accueillent Jean-Paul Brighelli, enseignant et essayiste et auteur de *La fabrique du crétin*, Paul-François Paoli, journaliste au *Figaro* et écrivain (*Les impasses de l'égalité*, *Malaise de l'Occident*) et Alain Kimmel, ancien professeur de civilisation française au centre international d'études pédagogiques de Sèvres.

Enfin, pour être complet, signalons que la fondation organise des colloques (au Sénat), comme celui intitulé « École : comment innover ? » dont les débats étaient dirigés par Natacha Polony, Éric Zemmour et Éric Nauleau, tous 3 membres du jury d'honneur du Grand prix de la fondation pour l'École.

[rouge]**Casser le service public : en théorie et en pratique**[/rouge]

« Il faut, nous dit encore la directrice de la Fondation pour l'École, repartir des finalités de l'école, qui ont été radicalement modifiées depuis le plan Langevin-Wallon de 1945. Depuis cette époque, des objectifs politiques et même révolutionnaires ont été assignés à l'Éducation : il s'agissait de faire la révolution par l'école, de changer la société en changeant les enfants. Non contents d'avoir jeté Dieu en dehors de l'espace scolaire, les dirigeants du système éducatif ont fait entrer la politique dans l'enceinte de l'école. »

Le travail de sape de l'école publique passe, pour Anne Coffinier, par le dénigrement systématique et outrancier : « Des millions et des millions d'élèves vont continuer à être mutilés à vie. Si mon propos vous semble exagéré, considérez ce seul fait brut, tiré des statistiques de l'Éducation nationale : plus d'un élève sur trois ne sait pas lire en 6e. Voulons-nous vraiment accepter cela ? Puisqu'il n'est pas de solution à l'intérieur, il faut agir à l'extérieur et à côté de ce grands corps malade qu'est l'Éducation nationale. [[*Ibid*, p. 167.]] » Même tableau décliniste dans la prose d'Espérance banlieues : « C'est une vérité connue de tous », « 40 % » des élèves de 6ème n'auraient pas les bases et « moins de la moitié des élèves des zones d'éducation prioritaire maîtrisent les savoirs fondamentaux à la fin du collège. [[H. Roselmack et É. Mestrallet, *Op. cit.*, p. 16 et 17.]] »

Le travail de la fondation pour l'École se veut très concret. Le site Internet prétend présenter « toutes les informations juridiques et pratiques pour créer votre propre école en France » « la fiscalité est favorable aux créations d'école : déduction d'impôts de 66 % » et il arbore le logo de la « Campagne ISF » promettant une réduction de « 75 % de votre ISF ».

La liste des « mécènes » d'Espérance banlieues témoigne du succès de ces méthodes : Fondation

Bettencourt-Schueller, Thalès, Redevco, Bouygue, Touax, Amiral Gestion, Arthur Straight Group, Fondation Raoul Follereau, Secours de France, Futur 21, Axa, Groupe Puce et Plume, Novemix Consulting, Fondation Stanislas pour l'éducation, TCA, WFS.

Mais la grande affaire de la fondation pour l'École, c'est surtout la création d'un Institut de formation des professeurs (l'ILFM : l'Institut libre de formation des maîtres) en concurrence avec les IUFM (aujourd'hui les Espé) présenté par Anne Coffinier sur Radio Courtoisie 6 décembre 2007 : « notre formation dispense avant tout une solide instruction des matières à enseigner (principalement le français, le calcul et l'histoire) ainsi qu'un apprentissage des méthodes classiques d'enseignement, c'est-à-dire, directes, structurées et progressives [[Cité par E. Khaldi et M. Fitoussi, *Op. cit.*, p. 106.]] » « Les professeurs en France sont déformés [...] mais ils ne sont pas formés. [[*Ibidem*, p. 186.]] » écrit-elle encore. La directrice de l'ILFM, Marie de Préville, catholique traditionaliste, en précise la mission : « l'ILFM entend participer à la réconciliation entre la foi et la raison : la catholicité d'une école ne réside pas dans une parenthèse cathéchétique plus ou moins nourrissante. Elle doit irriguer tous les cours. [[*Ibid*, p. 186.]] » La liste des intervenants est éloquente. Tous ne sont pas des spécialistes de la pédagogie mais plus sûrement d'actifs militants de la droite de la droite, tel Philippe Nemo ou des réseaux traditionalistes (Thibaud Collin, co-auteur avec Nicolas Sarkozy du livre *La République, les religions, l'espérance*, 2004) ou encore Laurent Lafforgue, ce mathématicien farouche anti-pédagogue, militant catholique radical, adepte des marches pour la vie... et converti aux projets de la fondation : « Moi qui ignorais jusqu'à l'existence des écoles hors contrat, j'en suis amené à concentrer mon énergie à les soutenir. » a-t-il déclaré à la commission d'enquête sur le service public d'éducation, au Sénat le 2 avril 2015.

[rouge]L'école de la Manif pour tous ?[/rouge]

Quant à Anne Coffinier, le journal *Le Monde* la présente aussi comme « l'autre égérie de la manif pour tous ». Elle y connut son heure de gloire appelant au développement d'écoles libres pour contrer l'école publique devenue, selon elle, un repaire idéologique : « Nous accordions une confiance spéciale à l'école, mais "l'affaire du gender" nous a montré qu'il y avait matière à droit d'inventaire. »

Pourtant, rares sont les journalistes à rappeler ces informations pour présenter le projet d'école d'Espérance banlieues. Seul Emmanuel Davidenkoff, spécialiste des questions d'éducation, les met en avant dans *l'Express*[[« Une rentrée scolaire entre atonie et désenchantement », publié le 02/09/2015 à 07:37.]] « le Cours Alexandre-Dumas à Montfermeil, établissement hors contrat porté sur les fonts baptismaux par des sympathisants de la Manif pour tous, réunis au sein de la Fondation Espérances banlieues et qui promettent d'inculquer aux enfants perdus de la République l'amour de la patrie ("L'enfant va découvrir sa citoyenneté française par le respect du drapeau"). » « Non confessionnel, le cours est cependant adossé à une fondation, Espérance banlieues, dont la quasi-totalité des membres du conseil d'administration sont des militants de la Manif pour tous. » précise également *Le Nouvel Observateur* [[« A Montfermeil, un cours privé prospère sur les ratés de l'école publique », Publié le 23-01-2015 à 10h33]].

Voilà qui nous change de la promotion habituelle - bien naïve ou bien complaisante - du reste des médias. Quand à Harry Roselmack qui cosigne avec Éric Mestrallet l'ouvrage *Espérance banlieues*, pas une seule de ses questions n'aborde ces liens sulfureux. Il nous avait pourtant promis, dans sa préface que « Je n'ai aucune réponse. Juste une grande curiosité, que vous avez sans doute aussi puisque vous lisez ces lignes. Je vais donc poser les questions qui sont les vôtres, dans un rôle très comparable à celui que j'ai dans mes documentaires à la télévision : pourquoi (cette école) ? Comment (cette école) ? Quel avenir possible (pour cette école) ? » [[H. Roselmack et É. Mestrallet,

Op. cit., p. 8 et 9.] » Visiblement, on ne se pose pas tous les mêmes questions... ou on n'a pas exactement les mêmes réponses, ainsi, le journaliste de TF1, « questionné sur le côté vieux jeu du port de l'uniforme, de l'apprentissage de l'hymne national et autre salut au drapeau français, Harry Roselmack soulignait : "Le temps de l'assimilation où on veut faire croire à tous les enfants qu'ils descendent des Gaulois, qu'ils sont tous égaux ou frères, c'est un temps qui est un peu révolu. Les gens n'y croient plus. En revanche, on peut croire en le drapeau, en l'hymne national, en la discipline" [[«Harry Roselmack, la bonne fée des banlieue», *Le Figaro*, 3 mai 2015]] »

[rouge] **Quand Espérance banlieues s'installe à Montfermeil** [/rouge]

La fondation Espérance banlieue crée sa première « école pilote » à Montfermeil en 2012. Selon Éric Mestrallet, le choix de Montfermeil comme commune d'accueil ne relève pas du hasard : « Si l'école est née à Montfermeil plutôt qu'ailleurs, c'est en raison de la rencontre entre trois types d'acteurs : la commune, qui souhaitait enrichir l'offre scolaire à disposition de ses habitants [...] moi qui ai créé Espérance banlieues [...] et des professionnels de l'éducation. [[H. Roselmack et É. Mestrallet, *Op. cit.*, p. 40.]] » Ce maire, impliqué dans le projet, n'est autre que Xavier Lemoine, vice-président du Parti chrétien-démocrate de Christine Boutin. Ses propos sur l'Islam ont été plusieurs fois signalés : en juin 2006, il affirme: « Quand la France renie sa propre histoire et passe son temps à s'excuser de l'esclavage, de ses conquêtes et du colonialisme, faut-il s'étonner que les immigrés relèvent la tête, qu'ils s'en prennent à la France, et qu'ils ne la respectent pas? Malheureusement, la France ne leur a pas demandé de changer. Elle les autorise à parler arabe, et à cultiver leur héritage, aux dépens de la culture française[[Le maire UMP dérape à propos des immigrés, *Le Nouvel Obs*, 15 juin 2006]]. » Xavier Lemoine considère, en septembre 2010, que l'islam est incompatible avec les sociétés occidentales, car christianisme et islam n'ont pas les mêmes conceptions de l'individu. « l'islam ignore le concept de "personne" [[Pierre Cassen, « Xavier Lemoine : j'identifie trois sujets sur lesquels l'islam pose problème à la société française », *Riposte laïque*, no 163, 20 septembre 2010.]] ». « Si la notion de "personne" nous semble une évidence et ne paraît pas remise en cause, cette notion nous vient droit du Christianisme et est dans le même temps inconnue en Islam qui considère certes des individus, mais en tant qu'ils appartiennent à la Communauté. [[Ibidem.]] »

« Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, est plutôt pragmatique. » Éric Mestrallet
On ne s'étonnera pas qu'en 2010, Xavier Lemoine en appelle à l'alliance de la droite avec le Front national en se disant prêt à collaborer. « Il est nécessaire et indispensable que l'on arrive à cette union de toutes les droites, y compris avec le FN » [[« Alliance avec le FN : un député UMP brise le tabou », *Le Figaro*, 20/10/2010]]. En 2015, il regrette que le FN soit "de plus en plus fermé" mais explique soutenir Robert Ménard à Béziers [[« 93 : Xavier Lemoine, héraut de la droite chrétienne au coeur des banlieues », *Le Figaro*, 20/03/2015]]. En octobre 2012, il déclare qu'il n'entend pas célébrer de mariage homosexuel dans sa mairie : « Si la loi sur le mariage entre personnes du même sexe est votée, j'espère qu'elle prévoira une clause de conscience qui permettra aux élus de ne pas avoir à rendre cette célébration » [[« Le maire de Montfermeil "ne célébrera pas de mariage homosexuel" » *Le Monde.fr*, 6 octobre 2012]]. En date du 10 juillet 2013, il fait voter par sa majorité au conseil municipal (l'opposition ayant voté contre ce texte) une délibération lui permettant de faire acte d'objection de conscience en cas de demande de célébration de mariage homosexuel. Xavier Lemoine est enfin connu pour ses prises de positions anti-avortement, contre l'adoption par des couples de même sexe et pour être signataire ainsi que son prédécesseur Pierre Bernard d'une déclaration demandant la dissolution de Femen [[<http://www.lagrif.fr/agenda/297-le-8-fevrier-manifestation-nationale-pour-la-dissolution-du-groupuscule-femen>]].

Mais pour Éric Mestrallet, pas un mot sur tout cela dans son ouvrage. Au contraire, au détour d'une

phrase, le lecteur apprendre que « Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, est plutôt pragmatique. [[H. Roselmack et É. Mestrallet, *Op. cit.*, p. 43.]]» Il intervient même dans l'école puisque l'émulation à travers des récompenses publiques « trouve son couronnement lors de la remise des prix de fin d'année : le fait que les félicitations soient alors adressées en présence des parents et d'autorités publique (le maire par exemple) en renforce le poids aux yeux des élèves. H. Roselmack et É. Mestrallet, *Op. cit.*, p. 89. » Et, dans l'article du « 1 » évoqué, Éric Mestrallet évoque à nouveau Xavier Lemoine : « le maire affirme que les tensions ont déjà baissé dans sa ville »... en scolarisant 100 enfants sur les 26 051 habitants que compte la commune ?

[rouge]**D'autres projets... mais pas n'importe où !**[/rouge]

« Une dizaine de projets sont en préparation à travers la France, le plus souvent à la demande des maires locaux [[H. Roselmack et É. Mestrallet, *Op. cit.*, p. 181.]]» nous précise Éric Mestrallet. Justement, depuis septembre 2014, une deuxième école Espérance banlieues existe en plein cœur des quartiers Nord de Marseille et « 15 équipes de porteurs de projet émanant de municipalités ou issus de la société civile ont fait connaître leur souhait d'ouvrir des établissements en septembre 2015 ou 2016 (Roubaix et Asnières-sur-Seine depuis septembre 2015). À terme, il s'agit de constituer un réseau de 200 écoles. » nous informe le site de la fondation en prenant soin de préciser « Le Cours Alexandre-Dumas intéresse les élus locaux des banlieues de grandes villes, de gauche comme de droite ». Cela n'empêche pas de consacrer le reste de la page à un billet de "M. le Maire" de Montfermeil.

Unanimité ? Pas si sûr si l'on en croit *Les Échos* : « jusqu'ici, ces écoles ont plutôt séduit des mairies de droite. Au sein du conseil municipal, les élus de l'opposition, de gauche en l'occurrence, grincent parfois des dents. "C'est un projet très ambigu. De plus, la mise à disposition de leurs locaux s'est faite au détriment d'une école publique", relève Marie-Christine Baillet, à Asnières. "Ces écoles véhiculent une vision traditionnelle et idéologique de l'éducation et de la famille", renchérit un élu de l'opposition de

Montfermeil. [[http://www.lesechos.fr/journal20151021/lec1_enquete/021351126469-esperance-banlieues-une-ecole-en-terre-de-mission-1167606.php?GwCOp3BK07i0DWmz.99]]»

En tout cas, « le hasard » a fait que l'école Ozanam, le second projet de la fondation, s'installe à Marseille, dans le 13ème arrondissement, là où justement officie Stéphane Ravier, l'un des 11 maires FN élus aux dernières municipales. Fait-il partie de ces « maires locaux » qui ont sollicité la fondation ? On ne le sait pas, mais en tout cas, lui qui s'entoure de militants de l'Action française, est l'un des chouchous du site de l'association intégriste « Le Salon beige » qui s'intéresse de près aux questions scolaires : « Attention ! La pornophilie entre à l'école. On va nous sortir les couplets bien connus : il faut prévenir les enfants des maladies sexuelles et du Sida. Faciliter le vagabondage sexuel et tromper les adolescents sur la réalité de la sexualité et de l'amour ne sont pas des bonnes réponses. Une saine éducation à l'Amour qui s'appelle abstinence, chasteté et fidélité est la seule réponse adéquate. » Dans un autre billet, on pouvait lire, à propos d'un sujet du bac de 2005 portant sur l'IVG : « Après l'étape des sujets basés sur une dialectique marxiste jusque dans les années 1990, on en arrive aujourd'hui à l'endoctrinement le plus total, sans aucun respect de ceux qui respectent la culture de Vie. [[Cité par E. Khaldi et M. Fitoussi, *Op. cit.*, p. 169.]] »

La Marseillaise nous apprend également qu'« à Béziers, cela s'illustre avec l'affirmation d'une « égalité de considération entre école publique et école privée » et la volonté de confier la difficulté scolaire à une école de la fondation Espérance banlieue, structure privée, sans contrat avec l'Éducation nationale et pratiquant une pédagogie alternative type scoutisme. [[« Le programme libéral et anti social du FN », *La Marseillaise*, 27 mars 2014]]

[rouge]

Dangereuse opération séduction[/rouge]

Derrière l'image lisse de l'école Alexandre-Dumas et de la fondation Espérance banlieues se dessine un habile piège. L'appel aux bon sens, aux bons sentiments (et aux dons...) dissimule une entreprise idéologique orchestrée par des gens qui savent très bien où ils veulent aller. L'école de Montfermeil « doit servir de modèle et d'école d'application pour de futures implantations dans d'autres quartiers ou banlieues caractérisés par des situations de faible niveau d'éducation et d'instruction, de grande précarité et de misère sociale. » indique le site Espérance banlieues avant de poursuivre « Cette expérimentation, financée sur fonds privés, a vocation à être reproduite ailleurs en banlieue, avec le soutien d'élus locaux, et à inspirer les réformateurs de l'école. Notre action, développée en toute transparence, s'inscrit délibérément au service de la cité et donc de la réforme de l'école publique comme de l'école privée. »

Cette « réforme », c'est la directrice de la fondation pour l'École qui la dessine le mieux. Selon Anne Coffinier « La solution idéale et de loin la plus juste serait d'instaurer le chèque éducation : dans un tel système, la carte scolaire est supprimée et l'État finance toutes les écoles, qu'elles soient publiques ou privées, au prorata des élèves qui les fréquentent. Les différents établissements, quel que soit leur statut public ou privé, sont alors mis en concurrence et, par là-même, poussés à s'améliorer pour ne pas perdre leurs élèves et donc leurs financements. Outre qu'il est performant, ce système est « social » : le chèque éducation met en œuvre une vraie égalité des chances puisqu'il permet à chacun d'opérer un choix, sans voir sa liberté concrètement entravée par des contraintes financières ou administratives. Il ne faut pas oublier que dans le système actuel, seules les familles aisées ont un choix en pratique tandis que les familles moins favorisées sont condamnées à fréquenter l'école publique que leur impose la carte scolaire. »

Dans la seconde partie de cette enquête, nous aborderons le projet éducatif d'Espérance banlieues et ses méthodes : **Espérance banlieues, un projet éducatif ultra-libérale et une pédagogie rétrograde.** (bientôt en ligne)

[rouge]**Petite bibliographie** :[/rouge]

Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, *Main basse sur l'école publique*, Demopolis, 2008, 224 p.

Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, *La République contre son école*, Demopolis, 2011, 224 p.

Emmanuel Davidenkoff « Une rentrée scolaire entre atonie et désenchantement », *L'Express*, 2 septembre 2015.

http://www.lexpress.fr/education/une-rentree-scolaire-entre-atonie-et-desenchantement_1711336.html

B. Girard « Du *Figaro* à la Fondation pour l'école, il n'y a qu'un pas », tribune publiée sur Rue 89 le 3 juin 2010.